cnccfp
Commission nationale
des comptes de campagne
et des financements politiques

Décision du 1er juillet 2026

Décision

relative au compte de campagne de
Mme Virginie GANDRAND, tête de liste,
Élection municipale générale
des 15 mars 2026 et 22 mars 2026

Circonscription : Saint-Jean-d'Illac (Gironde)

LA COMMISSION NATIONALE DES COMPTES DE CAMPAGNE ET DES FINANCEMENTS POLITIQUES

AU VU DES TEXTES ET DOCUMENTS SUIVANTS

- le code électoral et notamment les articles L. 52-11-1 et L. 52-15 ;
- le compte de campagne de la candidate tête de liste, déposé le 20 mai 2026 ;
- les pièces justificatives fournies par la candidate tête de liste ;
- la requête n° 2602530-1 déposée contre l'élection devant le tribunal administratif de Bordeaux ;
- le courrier adressé à la candidate tête de liste : lettre n° 70759 LS en date du 11 juin 2026 ;
- le plafond des dépenses fixé pour la commune à 19 871 euros en ce qui concerne les listes présentes au second tour.

SE FONDANT SUR CE QUI SUIT

Le compte de campagne fait apparaître un montant de dépenses déclarées de 9 634 euros et un montant de recettes déclarées de 9 634 euros dont 2 064 euros d'apport personnel.

Sur le montant des dépenses électorales et des recettes :

Le compte de campagne de Mme Virginie GANDRAND, tête de liste, n'appelle pas d'observation au regard des dispositions du code électoral.

Sur le montant du remboursement :

En application des dispositions de l'article L. 52-11-1 du code électoral, le remboursement forfaitaire maximal auquel peut prétendre la candidate est égal au moins élevé des trois montants suivants : 47,50 % du plafond des dépenses applicable, soit 9 439 euros ; montant des dépenses de caractère électoral remboursables, soit 9 634 euros ; montant de l'apport personnel retenu pour le calcul du remboursement, soit 2 064 euros ; par suite, le montant du remboursement dû par l'État doit être arrêté à la somme de 2 064 euros.

DÉCIDE :

- Article 1 : le compte de campagne de Mme Virginie GANDRAND, tête de liste, est approuvé et s'établit comme suit :

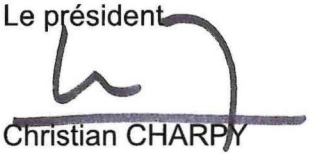
en dépenses à 9 634 euros

en recettes à 9 634 euros

- Article 2 : le montant du remboursement dû par l'État est arrêté à la somme de 2 064 euros.

Délibéré par la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques dans la séance du 1er juillet 2026 où siégeaient M.Christian CHARPY, président, Mme Catherine DÉMIER, vice-présidente, M.Michel DELPUECH, Mme Blandine FROMENT, MM. Patrick GANDIL, Denis JARDEL, Philippe LAGAUCHE, Mmes Francine MARIANI-DUCRAY, Catherine PÉRIN.

Pour la Commission,
Le président



Christian CHARPY